

Corrigé exercice 03.02 : Cas de synthèse

Remarque préalable : N = 2017

1. Jean et Lucie vivent **maritalement**, c'est-à-dire comme des époux, mais sans être mariés légalement.

Jean DEUMILLE et Lucie SECOMSSA sont donc concubins. A ce titre, ils doivent souscrire chacun leur propre déclaration de revenus.

2. Leur situation de famille est la suivante, sachant que chacun fait sa propre déclaration:

Jean DEUMILLE : 1 part

Lucie SECOMSSA : 1 part

Il est précisé dans l'énoncé que pour les déclarations fiscales, Luc, Anne et Marie sont à la charge de leur père.

S'agissant d'enfants mineurs, la détermination du nombre de parts est la suivante : Luc = 0,5 (M. DEUMILLE n'est pas parent isolé)

Anne = 0,5

Marie = 1 part (3^{ème} enfant à charge)

Salomé DEUMILLE, née d'un précédent mariage, est imposée distinctement et ne fait pas partie du foyer fiscal de son père : elle ouvre droit à 1 part de quotient familial si sa mère est parent isolée. **Soit au total 3 parts pour M. DEUMILLE.**

3. Revenus N

- **Salaires** M. Deumille :

Net imposable: $58\,000 - 5\,800 (10\%) = \underline{52\,200\,€}$

Dans cette hypothèse, l'allocation pour frais de 5 300 € est exonérée.

Si M. Deumille opte pour les frais réels, il déclarera $58\,000 + 5\,300 = 63\,300\,€$: l'allocation pour frais est imposable.

Ses frais réels étant de 5 000 €, sa rémunération imposable s'élève à 58 300 €.

M. Demille n'a pas intérêt à opter pour les frais réels.

- **Honoraires**¹ : il s'agit de sommes imposables dans la catégorie des **bénéfices non commerciaux**. L'intéressé peut fixer librement les lieux et les horaires de ses consultations. Il n'existe a priori pas de lien de subordination entre l'employeur et M. DEUMILLE. Le montant des honoraires étant inférieur à 70 000 €, le régime « micro BNC » peut s'appliquer. Si M. Deumille choisit le régime de la déclaration contrôlée, n'étant pas adhérent d'une AGA (association de gestion agréée), il voit sa base d'imposition majorée de 25 % (CGI art. 158, 7).

Soit un BNC imposable de $28\,000 \times 1,25 = 35\,000\,€$

Si régime micro-BNC : $28\,000 \times 66\%^2 = \underline{18\,480\,€}$.

Le régime micro BNC est ici beaucoup plus intéressant, puisqu'il diminue la base imposable et permet d'éviter la majoration du résultat. M. Demille n'a aucun intérêt à choisir le régime de la déclaration contrôlée.

¹ Voir chapitre 12 sur les régimes d'imposition et chapitre 13 sur l'imposition des bénéfices non commerciaux

² Compte tenu de l'application d'un abattement de 34%.

-Revenus SNC³ :

Melle SECOMSSA est associée de la SNC « SECOMSSA et PASAUTREMENT ». A ce titre, les rémunérations de 42 000 € qui lui sont versées ne sont pas imposables en salaires mais en BIC. Les 38 000 € correspondant à sa part de résultat sont également imposables en BIC. Le dividende de 15 000 € n'est pas imposable puisqu'il provient d'un résultat qui a déjà supporté l'impôt. A défaut de précision concernant l'adhésion de la SNC à un CGA, il convient de majorer le BIC de 25% Total BIC imposable = $80\,000\text{ €} \times 1,25 = 100\,000\text{ €}$

- Les dividendes :

Remarque : il s'agit d'une imposition portant sur les revenus 2017, donc la "FLAT TAX" de 30% n'est pas applicable.

Les dividendes ont supporté le PFO (21%) et les prélèvements sociaux (15,50%).

Un dividende net de 9 200 € correspond à un dividende brut de $9\,200 / 0.6350 = 14\,488\text{ €}$

Ils sont imposables dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers pour 14 488 €, diminué d'un abattement de 40%, soit $14\,488 - 5\,795 = 8\,693\text{ €}$

- Cession de titres :

S'agissant d'une cession de titres, le gain est imposable à l'impôt progressif après application d'un abattement pour durée de détention de 65%, soit $7\,800\text{ €} \times 0.35 = 2\,730\text{ €}$.

-Intérêts sur bons de caisse :

Idem remarque précédente

Ils sont imposables à l'impôt progressif, et ont supporté des prélèvements fiscaux et sociaux de 39,50% (24% + 15,50%).

Pour un net de 2 300 €, le brut est

donc de Soit: $2\,300 / 0.6050 = 3\,802\text{ €}$

Les intérêts de livret A et les intérêts du compte d'épargne logement sont exonérés.

Les revenus d'obligations sont imposés au taux progressif.

Pour 5 200 € d'intérêts nets perçus, le brut s'élève à $5\,200 / 0.6050 = 8\,595\text{ €}$

Les dividendes d'actions de sociétés françaises sont imposables pour :

$14\,000 / 0.6350 = 22\,047 \times 0.60 = 13\,228\text{ €}$

Revenus fonciers :

Recettes :

Caution: non imposable. En effet, les sommes exigées des locataires à titre de dépôt de garantie demeurent de simples dépôts et ne peuvent pas être regardées comme définitivement acquises au propriétaire tant que celui-ci ne les a pas utilisées pour se couvrir du montant des loyers qui ne lui auraient pas été payés à leur terme ou de frais de remise en état des locaux après le départ du locataire. Ainsi, elles ne constituent pas, dès leur versement, des recettes imposables au titre des revenus fonciers.

Corrélativement, celles restituées à l'ancien locataire ne sont pas déductibles.

Charges déductibles :

- 320 € : les frais de procédure, notamment les dépenses supportées à l'occasion d'un procès entre le bailleur et son locataire ou un tiers sont déductibles.

- 500 € : Les primes d'assurance afférentes aux immeubles loués sont déductibles du revenu foncier pour leur montant réel, quel que soit le risque couvert

³ Voir chapitre 14 sur les modalités d'imposition des revenus des sociétés de personnes

- 5 500 € et 7 900 € pour travaux de réfection : ces dépenses sont déductibles du revenu foncier. Les dépenses de réfection des moquettes et papiers peints sont des dépenses d'entretien dont l'objet est de maintenir ou de remettre l'immeuble en bon état et d'en permettre un usage normal sans en modifier la consistance, l'agencement ou l'équipement initial.

- 950 € : taxe foncière. Sont déductibles du revenu foncier les impositions, autres que celles incombant normalement au locataire, perçues au profit des collectivités locales, de certains établissements publics et d'organismes divers.

- 6 000 € : le propriétaire peut déduire du revenu foncier le montant des intérêts des emprunts contractés soit pour l'acquisition, la construction, la réparation ou l'amélioration des propriétés, soit encore pour la conservation de ces propriétés.

Les autres frais de gestion (frais de correspondance et de téléphone) sont réputés couverts par un forfait fixé à 20 € par local.

Non déductibles :

Amortissement du capital prêté pour 6 000 €. Seuls les intérêts des dettes contractées pour l'acquisition d'immeubles destinés à procurer des revenus fonciers sont déductibles du revenu brut foncier, à l'exclusion des remboursements en capital.

Détermination du revenu brut foncier :

Produits :

Loyers encaissés = $(1\,160 \times 2) + (1\,500 \times 10) = 17\,320$ €

Le micro-foncier n'est pas applicable car les loyers perçus excèdent 15 000 €.

Revenu brut foncier : 17 320

Charges :

Frais de recouvrement du loyer = 320

Primes d'assurances = 500

Frais de réfection des moquettes et papiers peints = 5 500

Réfection de l'installation électrique = 7 900

Taxe foncière = 950

Intérêts d'emprunt : 6 000

Autres frais de gestion = 20

Total charges = 21 190

Résultat net foncier imposable = **- 3 870 €**

L'imputation sur le revenu global des déficits fonciers résultant de dépenses (déductibles des revenus fonciers) autres que les intérêts d'emprunts est autorisée dans la limite annuelle de 10 700 €; la fraction du déficit supérieure à cette limite ainsi que celle correspondant aux intérêts d'emprunts ne sont imposables que sur les revenus fonciers des dix années suivantes.

Cession de la villa de Sainte-Maxime :

Les plus-values réalisées par les particuliers à l'occasion de la cession de biens immobiliers sont soumises à l'impôt sur le revenu au taux de 19 %. La plus-value est déclarée et l'impôt est payé lors de la mutation, le plus souvent par l'intermédiaire du notaire.

Certaines plus-values échappent toutefois à cette imposition du fait des exonérations prévues par la loi.

Calcul de la plus-value imposable :

Prix de cession : Le prix de cession s'entend du prix stipulé à l'acte, augmenté, le cas échéant, des charges en capital et indemnités mises à la charge du vendeur et diminué des frais de cession.

Prix d'acquisition : Le prix d'acquisition correspond au prix effectivement versé lors de l'achat du bien tel qu'il a été stipulé dans l'acte, augmenté des charges et indemnités mises à la charge du cédant. Le prix d'acquisition est majoré forfaitairement de 7,5 % pour tenir compte des frais d'acquisition, sauf lorsqu'il s'agit comme ici d'une acquisition à titre gratuit. Le vendeur

peut toutefois choisir de substituer à ce forfait le montant réel des frais suivants, s'ils sont justifiés : frais de contrat (notamment honoraires du notaire et commissions d'intermédiaires), droits d'enregistrement ou TVA.

Le prix d'acquisition peut également être majoré des dépenses de travaux. Aucune autre dépense, par exemple les intérêts d'emprunt contractés pour l'acquisition ou la réparation de l'immeuble, ne peut être prise en compte.

En cas d'acquisition par succession ou donation, comme c'est le cas en l'espèce, le prix d'acquisition s'entend de la valeur retenue pour la liquidation des droits de donation.

L'abattement pour durée de détention pour le calcul de l'impôt de plus-value se décompte ainsi:

- 6 % pour chaque année de détention au-delà de la cinquième et jusqu'à la vingt et unième ;
- 4 % pour la vingt-deuxième année révolue de détention.

L'exonération totale est ainsi acquise à l'issue d'un délai de détention de vingt-deux ans.

Pour la détermination du montant imposable aux prélèvements sociaux, l'abattement s'établit comme suit :

- 1,65 % pour chaque année de détention au-delà de la cinquième et jusqu'à la vingt et unième ;
- 1,60 % pour la vingt-deuxième année de détention ;
- 9 % pour chaque année au-delà de la vingt-deuxième.

L'exonération des prélèvements sociaux est ainsi acquise à l'issue d'un délai de détention de trente ans.

CALCULS	
Prix de cession	392 000 €
- Prix d'acquisition	-250 000 €
- Frais d'acquisition	0 €
- Travaux	-45 000 €
PLUS-VALUE BRUTE	97 000 €
Durée de détention (années pleines)	12 ans
Abattement pour durée de détention (impôt)	42%
PLUS-VALUE NETTE (IMPOT)	56 260 €
Abattement pour durée de détention (prélèvements sociaux)	11,55%
PLUS-VALUE NETTE (PRELEVEMENTS SOCIAUX)	85 797 €
PLUS-VALUE NETTE IMPOSABLE (IMPOT)	56 260 €
PLUS-VALUE NETTE IMPOSABLE (PREL. SOCIAUX)	85 797 €
Taux d'imposition	19,00%
Prélèvements sociaux	15,50% ⁴
Impôt de plus-value	10 689 €
Prélèvements sociaux	13 298 €
Surtaxe	938 €
Imposition globale	24 926 €

⁴ Pour une cession en 2017

Pensions alimentaires :

Celle versée à Salomé, étudiante :

Les articles **205 à 211 du Code civil** prévoient une obligation alimentaire réciproque, en cas de besoin, entre ascendants et descendants.

Les pensions allouées, en espèces ou en nature, en exécution de cette obligation alimentaire sont déductibles en principe du revenu imposable du débiteur, dans la mesure où, conformément à l'article 208 du Code civil, le montant de la pension correspond aux besoins de celui qui la perçoit et à la fortune de celui qui la doit.

La déduction des pensions alimentaires versées à des enfants majeurs est limitée par la loi à un montant égal à celui de l'abattement prévu en cas de rattachement d'enfants mariés au foyer fiscal de leurs parents. Pour l'imposition des revenus de 2017, cette limite de déduction est ainsi fixée à **5 795 €** par enfant.

Le montant versé étant inférieur à ce plafond, il est intégralement déductible.

Versé = $450 \times 12 = 5\,400$

Déductible = **5 400 €**

Pension versée à la tante de M. Demille :

La pension versée à la tante de M. DEUMILLE n'est pas déductible fiscalement, s'agissant d'un collatéral.

Frais de garde de Anne et Marie DEUMILLE :

Les dépenses exposées par les contribuables pour la garde, à l'extérieur de leur domicile, de leurs enfants âgés de moins de 6 ans au 1er janvier de l'année d'imposition ouvrent droit à un crédit d'impôt sur le revenu.

Ce crédit d'impôt est égal à 50 % des dépenses effectivement supportées, retenues dans la limite annuelle de 2 300 € par enfant (soit un crédit d'impôt maximal de 1 150 € par enfant).

Anne ayant plus de 6 ans au 31/12/N, seule Marie est concernée par le crédit d'impôt

: Dépenses payées à une nourrice agréée : 590 €

La réduction d'impôt dont peut bénéficier M. Deumille est de $590 \times 50\% = 295$

€.

Frais de scolarité des enfants

:

Les contribuables bénéficient d'une réduction de leur impôt sur le revenu, lorsque les enfants qu'ils ont à leur charge poursuivent des études secondaires ou supérieures durant l'année scolaire en cours au 31 décembre de l'année d'imposition.).

Le montant de la réduction d'impôt est fixé forfaitairement à :

- **61 €** par enfant fréquentant un collège ;
- 153 € par enfant fréquentant un lycée d'enseignement général et technologique ou un lycée professionnel ;
- 183 € par enfant suivant une formation d'enseignement supérieur.

Luc ouvre droit à une réduction d'impôt de **61 €**

Détermination du revenu net global imposable de M. DEUMILLE :

Salaires imposables M. DEUMILLE =	52 200
BNC imposable =	18 480
RCM imposables =	25 625
PV mobilière =	2 730

Revenus fonciers imposables :	- 3 870
Revenu brut global =	95 165
Charges déductibles =	5 400
Revenu net global imposable (RNGI) =	89 765
Pour 3 parts	

Détermination du revenu net global imposable de Melle SECOMSSA :

BIC imposable =	100 000
RCM imposables =	8 693
Revenu brut global =	108 693
Charges =	0
Revenu net global imposable (RNGI) =	108 693

1) Plafonnement du quotient familial

Pour 2017, l'avantage en impôt qui résulte de l'application du quotient familial ne peut excéder 1 527 € pour chaque ½ part excédant 1 part pour les personnes célibataires, divorcées ou séparées n'élevant pas seule leurs enfants :

a) Calcul de l'impôt du par M. DEUMILLE pour 3 parts:

$$QF = 89\,765 / 3 = 29\,922 \text{ €}$$

$$I = (89\,765 \times 0,30) - (5\,706,74 \times 3) = 9\,809,28 \text{ arrondis à } 9\,809 \text{ €}$$

b) Calcul de l'impôt pour 1 part :

$$QF = 89\,765$$

$$I = (89\,765 \times 0,41) - 13\,694,61 = 23\,109,04 \text{ arrondi à } 23\,109 \text{ €}$$

$$\text{« Economie » fiscale} = 13\,000 (23\,109 - 9\,809) > 6\,108 (1\,527 \times 4)$$

Le plafonnement est applicable puisque l'économie d'impôt est supérieure au plafond

Impôt brut total en N : $23\,109 - 6\,108 = 17\,001 \text{ €}$
PFO sur RCM à imputer : - 7 605 €, soit $((3\,802 + 8\,595) \times 24\% + 22\,047 \times 21\%$
- crédits d'impôts = 295 + 61 (enfant scolarisé) = - 356
Impôt sur le revenu net du = 9 040 €

Les prélèvements sociaux ont été acquittés au taux de 15,50% sur les produits bruts suivants:

Dividendes : 22 047 €
Intérêts de bons de caisse : 3 802 €
Intérêts des obligations : 8 595 €
Plus-value mobilière : 7 800 €